

**31 MARS 1987. — Arrêté royal n° 543
modifiant la législation sur le financement et le contrôle
des institutions universitaires**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi notamment les articles 1, 2°, littera b) et d), et 3 § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Politique Scientifique et de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par les lois du 5 janvier 1976, du 2 juillet 1981 et du 21 juin 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 3, 1°, il est inséré un littera d ter rédigé comme suit :

« d ter) Les étudiants ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne qui entreprennent en Belgique une année d'études à condition qu'ils fassent la preuve qu'ils sont admis à suivre des études identiques dans le pays dont ils sont ressortissants et qu'ils y ont acquitté le minerval »;

2° au paragraphe 7, l'alinéa suivant est inséré entre le premier et le deuxième alinéa :

« En outre, à partir de l'année académique 1989-1990, le recteur peut refuser l'inscription des étudiants qui n'ont pas pu terminer avec succès la deuxième année d'une candidature en sciences médicales ou science dentaire en trois années académiques à compter de leur première inscription ».

Art. 2. L'article 28 de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976, est complété par la disposition suivante :

« Après concertation avec le Conseil interuniversitaire de la Communauté française et le Vlaamse Interuniversitaire Raad, le Roi pourra, à partir de l'année 1990, adapter par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les modalités de financement pour les étudiants en sciences médicales et science dentaire, à l'exception de la première candidature, selon des critères qu'il définit. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1987.

Art. 4. Nos Ministres de l'Education nationale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Politique scientifique,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

F. 87 — 726

**Arrêté royal n° 544
constituant en service de l'Etat à gestion séparée,
le Service national de Congrès**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris dans le cadre de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Le présent arrêté a pour but de contrôler et de limiter les dépenses publiques en simplifiant la gestion du service concerné.

**31 MAART 1987. — Koninklijk besluit nr. 543
tot wijziging van de wetgeving
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid de artikelen 1, 2°, leden b) en d), en 3 § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Wetenschapsbeleid en van Onze Ministers van Onderwijs en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij de wetten van 5 januari 1976, van 2 juli 1981 en van 21 juni 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3, 1°, wordt een d ter ingevoegd luidend als volgt :

« d ter) De studenten, onderdanen van een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap, die in België een studiejaar aanvangen, op voorwaarde dat zij het bewijs leveren dat zij in hun land tot dezelfde studies toegelaten zijn en er het inschrijvingsgeld hebben betaald ».

2° in paragraaf 7 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Bovendien kan de rector, vanaf het academiejaar 1989-1990, de inschrijving weigeren van studenten die in het tweede jaar van een kandidatuur geneeskundige wetenschappen en tandheelkunde niet zijn geslaagd na drie academiejaren, te rekenen vanaf hun eerste inschrijving ».

Art. 2. Artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Na overleg met de Vlaamse Interuniversitaire Raad en de Conseil interuniversitaire de la Communauté française, kan de Koning vanaf het jaar 1990, bij een in ministerraad overlegd besluit de modaliteiten voor de financiering aanpassen van de studenten in de geneeskundige wetenschappen en de tandheelkunde, behalve voor de eerste kandidatuur, overeenkomstig de criteria die Hij vaststelt. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1987.

Art. 4. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Wetenschapsbeleid,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

N. 87 — 726

**Koninklijk besluit nr. 544
waarbij de Nationale Dienst voor Congressen
opgericht wordt als staatsdienst met afzonderlijk beheer**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen wordt genomen in het kader van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Dit besluit heeft tot doel de openbare uitgaven te beheersen en te beperken door het beheer van de betrokken Dienst te vereenvoudigen.

Comme l'Inspection des Finances l'a souligné dans son avis du 19 février 1987 « l'activité commerciale (du Service national de Congrès) se prête assez mal à l'application stricte des règles de la comptabilité de l'Etat ». L'Inspection des Finances estime également que la dotation pour ce service en 1987 peut être diminuée de 5,9 millions.

Le régime actuellement existant des recettes et dépenses budgétaires ordinaires, lié au système de compte d'intendance, soulève de nombreux problèmes de gestion et ne permet pas au Service national de Congrès de gérer efficacement ses moyens financiers. Il est proposé de transformer le Service en service de l'Etat à gestion séparée, selon le système instauré par la loi du 28 juin 1983 (article 1er et article 65). Celle-ci stipule qu'une loi particulière doit indiquer le service dont la gestion est séparée de celle des services d'administration générale.

Les règles budgétaires prévues par les lois sur la comptabilité de l'Etat restent d'application.

Dans le cadre de son budget, le Service peut fixer lui-même ses priorités. Le Service obtient une plus grande autonomie quant à l'affectation des dépenses de fonctionnement et d'équipement.

Le directeur qui préside la Commission de gestion agit en tant qu'ordonnateur délégué des dépenses. Il est dès lors responsable de l'engagement de ces dépenses, étant donné que l'engagement est l'acte par lequel l'Etat s'engage à faire une dépense. Les paiements sont à justifier devant la Cour des comptes. Deux ou trois dotations seront transmises annuellement au Service. Le comptable les utilisera pour payer les dépenses ordinaires.

La Commission de gestion a comme tâche de diriger le Service de l'Etat à gestion séparée, entre autres par la rédaction d'un programme-cadre pluriannuel des propositions budgétaires annuelles et du plan d'investissement, et par l'approbation des comptes. Les membres de la Commission de gestion seront nommés par le Roi, sur proposition des Ministres de l'Education nationale.

Pour assurer la mise en oeuvre du système, l'article 2 de l'arrêté stipule que le Roi fixe les règles applicables à la gestion financière et matérielle des services, notamment en matière de budget, de comptes et de contrôle, car il faut veiller à ce que les dépenses soient maintenues dans les limites des moyens disponibles.

La Commission de gestion peut recruter, dans les limites des moyens disponibles, le personnel nécessaire pour l'accomplissement de tâches temporaires du Service de l'Etat. C'est une mesure d'accompagnement de l'autonomie de gestion qui, de plus, cadre avec la politique gouvernementale générale (Budget des voies et moyens de l'année budgétaire 1986. Explications générales, p. 74). De plus, cette mesure est déjà d'application conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement du personnel dans les administrations et autres services des ministères : ce personnel est recruté comme collaborateur contractuel. Le personnel statutaire du Service national de Congrès conserve son statut.

Il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

Commentaire des articles

Article 1er

Cet article stipule que le Service national de Congrès est un service de l'Etat à gestion séparée.

Article 2

Le Roi fixera, sur proposition des Ministres de l'Education nationale, la composition, les compétences et le fonctionnement de la Commission de gestion. Il remaniera également l'arrêté royal du 29 avril 1971 portant création d'un service extérieur dénommé « Service national de Congrès », afin de l'adapter à l'état actuel de la législation. Ainsi, il est tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat (pp. 3 et 9) à propos de cet arrêté. L'article prévoit aussi que le Roi fixera des règles organiques en ce qui concerne la gestion financière et matérielle de ce service de l'Etat à gestion séparée, notamment en ce qui concerne le budget, les comptes, le contrôle des comptes, la maîtrise des dépenses, le report des moyens, la comptabilité de la gestion du patrimoine.

Article 3

Le compte d'intendance, ouvert auprès du Service national de Congrès, est clôturé et le solde transféré au Service de l'Etat à gestion séparée.

Zoals de Inspectie van Financiën in haar advies van 19 februari 1987 aanduidt is de handelsactiviteit van de Nationale Dienst voor Congressen moeilijk in overeenstemming te brengen met de strikte toepassing van de wetten op de Rijkscomptabiliteit. Ook meent de Inspectie van Financiën dat de dotatie voor 1987 voor deze Dienst met 5,9 miljoen mag verminderd worden.

Het tot nog toe bestaande stelsel van de gewone budgettaire inkomsten en uitgaven, verbonden met het systeem van de intendancerekening geeft talrijke problemen bij het beheer en staat de Nationale Dienst voor Congressen niet toe haar middelen goed te beheren. Daarom wordt voorgesteld de Dienst om te vormen tot staatsdienst met afzonderlijk beheer volgens het systeem voorzien door de wet van 28 juni 1983 (artikel 1 en artikel 65). Deze voorziet dat een bijzondere wet de dienst, waarvan het beheer van dat van de administratie afgescheiden wordt, moet aanwijzen.

De budgettaire bepalingen voorzien door de wetten op de Rijkscomptabiliteit blijven van toepassing.

Binnen het kader van haar begroting mag de Dienst zelf haar prioriteiten vaststellen. De Dienst krijgt meer autonomie met betrekking tot de aanwending van de werkings- en uitrustingskosten.

De directeur, die voorzitter is van de Beheerscommissie, treedt op als gemachtigd ordonnateur van de uitgaven. Hij is bijgevolg verantwoordelijk voor de vastlegging ervan, aangezien de vastlegging de handeling is waarbij de Staat de verplichting aangaat een uitgave te doen. De betalingen moeten bij het Rekenhof verantwoord worden. Jaarlijks zullen aan de Dienst twee of drie dotaties overgemaakt worden. De rekenplichtige betaalt bij middel hiervan de gewone uitgaven.

De Beheerscommissie heeft tot taak de Staatsdienst met afzonderlijk beheer te besturen ondermeer door het opstellen van een meerjarig kaderprogramma, van de jaarlijkse begrotingsvoorstellen en van het investeringsprogramma en door de goedkeuring van de rekeningen. De leden van deze Beheerscommissie zullen op voorstel van de Minister van Onderwijs door de Koning worden benoemd.

Om het systeem op gang te brengen, bepaalt artikel 2 van het besluit dat de Koning de regels vaststelt die van toepassing zijn op het financieel en materieel beheer van de diensten, met name inzake begroting, rekeningen en controle, daar er moet over gewaakt worden dat de uitgaven binnen de grenzen blijven van de beschikbare middelen.

De Beheerscommissie kan, binnen de perken van de beschikbare geldmiddelen, het vereiste personeel aanwerven voor de uitvoering van tijdelijke taken van de Staatsdienst. Dit is een begeleidende maatregel in het kader van de beheersautonomie en kadert ook in de algemene regeringspolitiek (Begroting voor ontvangsten en uitgaven van het begrotingsjaar 1986. Algemene toelichting p. 74). Trouwens deze maatregel wordt er nu reeds toegepast conform artikel 5 van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en andere diensten van de ministeries : deze personeelsleden worden aangevraagd als contractuele medewerkers. Het statutair personeel van de Nationale Dienst voor Congressen behoudt zijn statuut.

Er werd rekening gehouden met het advies van de Raad van State.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1

Dit artikel bepaalt dat de Nationale Dienst voor Congressen een Staatsdienst met afzonderlijk beheer is.

Artikel 2

De Koning zal, op voorstel van Onze Ministers van Onderwijs de samenstelling, de bevoegdheden en werking van de Beheerscommissie vaststellen. Hij zal eveneens de tekst van het koninklijk besluit van 29 april 1971 waarbij een buitendienst onder de benaming Nationale Dienst voor Congressen werd opgericht, herschrijven om deze aan de huidige stand van de wetgeving aan te passen. Hierdoor wordt tegemoet gekomen aan de opmerking van de Raad van State (blz. 3 en 9) in verband met dit besluit. Er wordt ook bepaald dat de Koning organieke regelingen zal vastleggen in verband met het financieel en materieel beheer van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer, in het bijzonder inzake begroting, rekeningen, controle der rekeningen, beheersing der uitgaven, overdracht van de middelen, rekenplichtigheid, vermogensbeheer.

Artikel 3

De intendancerekening, geopend bij de Nationale Dienst voor Congressen, wordt gesloten en het saldo wordt overgedragen aan de Staatsdienst met afzonderlijk beheer.

Article 4

Sont visées à titre d'exemple : les recettes qui jusqu'à ce jour étaient transférées au compte d'intendance, c'est-à-dire prélevées sur les redevances dues pour la location des salles gérées par le Service national de Congrès (y compris les frais accessoires afférents notamment aux fournitures d'énergie, d'éclairage, de climatisation, d'amplification et de nettoyage), les frais d'occupation (du fait de l'utilisation des matériels et équipements, de prestations ou frais particuliers résultant de l'occupation des locaux en dehors des heures normales d'activité, de frais consentis au bénéfice des organisateurs, d'indemnisation pour pertes de matériel ou dégâts causés à celui-ci ou aux installations) ainsi que les frais fixes de réservation et de constitution du dossier, tels que définis par l'arrêté ministériel du 18 octobre 1985 fixant les conditions générales d'exploitation du Service national de Congrès.

Article 5

Etant donné que la Commission de gestion reprend les tâches de la Commission de contrôle, instituée en vertu de l'article 6 de l'arrêté royal du 29 avril 1971, celle-ci est supprimée.

Article 6

Cet article stipule que cet arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre du Budget,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 6 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° ... « constituant en Service de l'Etat à gestion séparée, le Service national de Congrès », a donné le 12 mars 1987 l'avis suivant :

I. Observations générales

1. L'arrêté royal du 29 avril 1971, pris en application de l'article 29 de la Constitution, a créé le Service national de Congrès sous la forme d'un « service extérieur » relevant des Ministres de la Culture française et de la Culture néerlandaise de l'époque, sans personnalité juridique propre et ayant pour mission d'administrer et de gérer notamment le Palais des Congrès et le Palais de la Dynastie.

Ce service, placé entre-temps sous la gestion commune des deux Ministres de l'Education nationale, à la suite de la législation sur les réformes institutionnelles, est transformé par le présent projet en service de l'Etat à gestion séparée au sens de l'article 65 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, article qui n'est pas encore entré en vigueur à ce jour.

Selon le rapport au Roi, le projet a pour but « de contrôler et de limiter les dépenses publiques en simplifiant la gestion du service ».

Interrogé quant au résultat budgétaire du projet, le fonctionnaire délégué n'a pu fournir de réponse claire et nette concernant l'effet d'économie que la mesure envisagée doit avoir en vertu de l'article 1er, 2°, c) de la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986. Il va sans dire que le projet ne peut trouver un fondement légal dans cet article que pour autant que l'effet d'économie requis par la loi soit dûment établi.

2. Selon le rapport au Roi, le service visé sera géré par une Commission de gestion et dirigé par un conseil de direction. Le texte même n'en dit rien.

Artikel 4

Bedoeld zijn onder meer de inkomsten, die tot nog toe overgedragen werden aan de intendancerekening, namelijk uit de bijdragen verschuldigd voor de verhuur van de door de Nationale Dienst voor Congressen beheerde zalen (met inbegrip van de bijkomende kosten betreffende de leveringen in energie, verlichting, airconditioning, versterking en schoonmaak), de bezettingskosten (door het gebruik van materiaal en uitrusting, de prestaties of bijzondere kosten die voortvloeien uit de bezetting van de lokalen buiten de normale werkingsuren, de kosten ten voordele van de organisatoren, voor terugbetaling in geval van verlies van materiaal of schade aan het materiaal of aan de installaties) alsmede de vaste kosten voor de reservatie en het opstellen van het dossier, zoals omschreven in het ministerieel besluit van 18 oktober 1985 houdende de algemene exploitatievoorwaarden voor de Nationale Dienst voor Congressen.

Artikel 5

Daar de taken van de Commissie van toezicht, opgericht krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 29 april 1971 overgenomen worden door de Beheerscommissie van de Staatsdienst, wordt de Commissie van toezicht afgeschaft.

Artikel 6

Dit artikel bepaalt dat dit besluit uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1987.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Begroting,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 6 maart 1987 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... « waarbij de Nationale Dienst voor Congressen opgericht wordt als Staatsdienst met afzonderlijk beheer », heeft op 12 maart 1987 het volgend advies gegeven :

I. Algemene opmerkingen

1. Met een koninklijk besluit van 29 april 1971, vastgesteld met toepassing van artikel 29 van de Grondwet, werd de Nationale Dienst voor congressen opgericht als een onder de toenmalige Ministers voor de Nederlandse en voor de Franse Cultuur ressorterende « buitendienst », zonder eigen rechtspersoonlijkheid, met als opdracht de administratie en het beheer van onder meer het Palais voor Congressen en het Palais van de Dynastie.

Met dit ontwerp wordt die Dienst, welke inmiddels en ten gevolge van de staatshervormingswetgeving onder het gezamenlijk beheer van de beide Ministers van Onderwijs is geplaatst, omgevormd tot een Staatsdienst met afzonderlijk beheer als bedoeld in het alsnog niet in werking gesteld artikel 65 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit.

Volgens het verslag aan de Koning heeft het ontwerp tot doel « de openbare uitgaven te beheersen en te beperken door het beheer van de betrokken dienst te vereenvoudigen ».

Ondervraagd over het budgettaire resultaat van het ontwerp, heeft de gemachtigde ambtenaar over het krachtens artikel 1, 2°, c, van de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986 vereiste besparend effect van de geplande maatregel geen uitsluitel kunnen geven. Het hoeft geen betoog dat het ontwerp aan dat wetsartikel slechts rechtsgrond kan ontlenen voor zover het krachtens de wet vereiste besparend effect terdege is aangetoond.

2. Volgens het verslag aan de Koning zal de bedoelde dienst worden beheerd door een beheerscommissie en geleid door een directieraad. In de tekst zelf is daarvan geen sprake.

Le Roi trouve dans l'article 29 de la Constitution le pouvoir nécessaire pour organiser par un arrêté royal ordinaire un service ministériel sur le plan administratif, en ce compris la gestion et la direction de ce service.

Selon l'article 6 du projet, l'arrêté produira ses effets au 1er janvier 1987. L'article 4, § 4, alinéa 2, de la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986, le permet. L'article 29 de la Constitution, par contre, s'y oppose. Comme, selon les précisions fournies au Conseil d'Etat, cette rétroactivité est nécessaire en raison notamment du fait que le compte d'intendance visé à l'article 3 a cessé d'exister depuis le 31 décembre 1986, il est dès lors indispensable, pour éviter qu'il y ait un vide juridique, d'intégrer dans le projet la création et l'organisation de la Commission de gestion et du conseil de direction précités.

3. Il ressort plus spécialement de la disposition de l'article 5 du projet que l'arrêté royal du 29 avril 1971 portant création du Service national de Congrès est maintenu, à l'exception de son article 6, dont le projet prévoit l'abrogation.

Le texte de l'arrêté royal du 29 avril 1971 n'est plus adapté à l'état actuel de la législation. Le présent projet offre l'occasion d'un remaniement complet de la réglementation visée.

II. Observations particulières

Préambule

Selon le fonctionnaire délégué, c'est uniquement pour situer le projet que l'alinéa 2 du préambule se réfère au titre III de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat. On peut atteindre le même but en ajoutant à l'article 1er les mots suivants : « ..., au sens du titre III de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat ».

Le préambule se réfère en outre à l'accord du Ministre du Budget. Cet accord ne semble pas avoir été donné sous la forme prescrite par l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire.

Eu égard à la disposition de l'article 3, § 2, de la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986 et à l'urgence invoquée dans le préambule, il vaudrait mieux, dès lors, supprimer la mention expresse de l'accord budgétaire dans le préambule.

Il convient de rédiger la formule de proposition comme suit :

« ... de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Finances et de Nos Ministres de l'Education nationale et ... ».

Article 1er

Si le projet est maintenu sous sa forme actuelle, c'est-à-dire si la réglementation en la matière n'est pas remaniée dans son entier, l'article 1er gagnerait à être rédigé comme suit :

« Le Service national de Congrès, qui relève des deux Ministres de l'Education nationale, est un service de l'Etat à gestion séparée. »

Article 2

Quant à la formulation des pouvoirs attribués au Roi, cet article correspond à la disposition de l'article 65 de la loi du 28 juin 1963 et à celle de l'article 84 de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

Article 4

Les recettes provenant des activités du Service national de Congrès ont une affectation qui leur est propre. Elles sont utilisées de la manière fixée par le Roi sur la proposition des deux Ministres de l'Education nationale.

Le rapport au Roi spécifie de quelles recettes il s'agit. Il se réfère à cet égard à un « règlement d'exploitation, fixé par arrêté ministériel le 10 octobre 1985 ». Il faut entendre par là l'arrêté ministériel du 16 octobre 1985 fixant les conditions générales d'exploitation du Service national de Congrès (*Moniteur belge* du 3 décembre 1985).

Article 5

Cet article abroge l'article 6 de l'arrêté royal du 29 avril 1971, qui se rapporte à une commission de surveillance créée au sein du Service national précité.

Le rapport au Roi fait observer à cet égard que les tâches de la commission de surveillance sont reprises par la Commission de gestion du Service national.

Selon le fonctionnaire délégué, cette commission de surveillance n'a jamais été constituée.

In artikel 29 van de Grondwet vindt de Koning de nodige bevoegdheid om een ministeriële dienst bij een gewoon koninklijk besluit administratief in te richten, het beheer en de leiding van de dienst inbegrepen.

Volgens artikel 6 zal het ontwerp terugwerken tot 1 januari 1987. Artikel 4, § 4, tweede lid, van de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986 staat dat toe. Artikel 29 van de Grondwet evenwel niet. Vermits, naar hetgeen aan de Raad van State is meegedeeld, die terugwerking nodig is onder meer omdat de in artikel 3 bedoelde intendancerekening sedert 31 december 1986 opgehouden heeft te bestaan, zullen dan ook, om een vacuüm te vermijden, de oprichting en de organisatie van de boven bedoelde beheerscommissie en directieraad in dit ontwerp dienen te worden opgenomen.

3. Inzonderheid uit de bepaling van artikel 5 van het ontwerp blijkt, dat het koninklijk besluit van 29 april 1971 waarbij de Nationale Dienst voor congressen werd opgericht, behouden blijft, met uitzondering van het artikel 6 waarvan in de opheffing is voorzien.

De tekst van het koninklijk besluit van 29 april 1971 is aan de huidige stand van wetgeving niet meer aangepast. Dit ontwerp biedt de gelegenheid om de desbetreffende regeling in haar geheel te herschrijven.

II. Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Volgens de gemachtigde ambtenaar is in het tweede lid van de aanhef verwezen naar titel III van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, met de enkele bedoeling om het ontwerp te situeren. Men zou een zelfde oogmerk kunnen bereiken door aan artikel 1 toe te voegen : « ..., zoals bedoeld in titel III van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit ».

In de aanhef wordt nog verwezen naar het akkoord van de Minister van Begroting. Dat akkoord lijkt niet gegeven te zijn in de vorm voorgeschreven door het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole.

Gelet op het bepaalde in artikel 3, § 2, van de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986 en op het in de aanhef vermelde beroep op de dringende noodzakelijkheid, wordt de uitdrukkelijke vermelding van het begrotingsakkoord in de aanhef dan ook beter weggelaten.

In het voordrachtsformulier schrijve men :

« ... van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Financiën en van Onze Ministers van Onderwijs en ... ».

Artikel 1

Indien men het ontwerp in zijn huidige voorstelling behoudt, dit wil zeggen indien men de desbetreffende regeling niet in haar geheel herschrijft, ware artikel 1 beter gesteld als volgt :

« De Nationale Dienst voor Congressen, die ressorteert onder de beide Ministers van Onderwijs, is een Staatsdienst met afzonderlijk beheer. »

Artikel 2

Dit artikel stemt, in zijn formulering van de aan de Koning opgedragen bevoegdheid, overeen met het bepaalde in artikel 65 van de wet van 28 juni 1963 en artikel 84 van de herstelwet van 31 juli 1984.

Artikel 4

De ontvangsten uit de activiteiten van de Nationale Dienst voor Congressen hebben een eigen bestemming. De aanwending van die ontvangsten geschiedt op de wijze door de Koning bepaald op de voordracht van de beide Ministers van Onderwijs.

In het verslag aan de Koning wordt aangeduid om welke inkomsten het gaat. Hierbij wordt verwezen naar een « uitbatingsreglement, vastgelegd bij ministerieel besluit op 10 oktober 1985 ». Bedoeld is het ministerieel besluit van 16 oktober 1985 houdende de algemene exploitatievoorwaarden voor de Nationale Dienst voor Congressen (*Belgisch Staatsblad* 3 december 1985).

Artikel 5

Dit artikel voorziet in de opheffing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 29 april 1971 dat betrekking heeft op een in de schoot van de meergenoemde Nationale Dienst opgerichte toezichtscommissie.

In het verslag aan de Koning wordt gesteld dat de taken van de commissie van toezicht worden overgenomen door de Beheerscommissie van de Staatsdienst.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is die toezichtscommissie nooit samengesteld geweest.

Article 7

L'exécutoire doit mentionner de manière précise tous les Ministres chargés de l'exécution de l'arrêté. Cette disposition peut être rédigée comme suit : « Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Finances et Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ».

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;
M. J. Vermeire et Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;
MM. F. De Kempeneer et G. Schrans, assesseurs de la section de législation;

Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. R. Aertgeerts, auditeur adjoint.

Le greffier,
M. Benard.

Le président,
H. Coremans.

31 MARS 1987. — Arrêté royal n° 544
constituant en service de l'Etat à gestion séparée,
le Service national de Congrès

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 2°, c), et 3, § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Finances et de Nos Ministres de l'Education nationale, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Service national de Congrès, qui relève des deux Ministres de l'Education nationale, est un Service de l'Etat à gestion séparée, comme visé dans le titre III de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 2. § 1er. Le Service de l'Etat à gestion séparée est géré par une Commission de gestion dont la composition, la compétence et le fonctionnement sont fixés par Nous sur proposition de Nos Ministres de l'Education nationale.

§ 2. Sur la proposition des Ministres de l'Education nationale, du Ministre des Finances et du Ministre du Budget, le Roi fixe les règles organiques applicables à la gestion financière et matérielle de ces services.

Ces règles comportent :

- 1° l'établissement et la publication d'un budget et de comptes;
- 2° le contrôle des comptes par la Cour des Comptes, qui pourra l'effectuer sur place;
- 3° le maintien des dépenses dans les limites des recettes et dans celles des crédits limitatifs votés;
- 4° la faculté d'utiliser, dès le commencement de l'année, les ressources disponibles à la fin de l'année précédente;
- 5° le maniement et la garde des fonds et valeurs par un comptable justifiable de la Cour des Comptes;
- 6° la tenue d'une comptabilité patrimoniale et l'établissement d'un inventaire du patrimoine;
- 7° la limitation dans le temps des reports autorisés.

Art. 3. Le solde du compte d'intendance ouvert au Service national de Congrès est transféré au Service de l'Etat à gestion séparée mentionné à l'article 1er.

Art. 4. Les recettes provenant des activités du Service national de Congrès ont une affectation qui leur est propre. Elles sont utilisées de la manière fixée par le Roi sur la proposition des deux Ministres de l'Education nationale.

Art. 5. L'article 6 de l'arrêté royal du 29 avril 1971 portant création d'un service extérieur dénommé « Service national de Congrès » est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987.

Artikel 7

'De uitvoeringsbepaling dient alle Ministers die met de uitvoering van het besluit worden belast, nauwkeurig aan te duiden. Men kan ze als volgt redigeren : « Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Financiën en Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit ».

De kamer was samengesteld uit :

De heer H. Coremans, kamervoorzitter;
De heer J. Vermeire en Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;
De heren F. De Kempeneer en G. Schrans, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer R. Aertgeerts, adjunct-auditeur.

De Griffier,
M. Benard.

De voorzitter,
H. Coremans.

31 MAART 1987. — Koninklijk besluit nr. 544 waarbij de Nationale Dienst voor Congressen opgericht wordt als Staatsdienst met afzonderlijk beheer

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 2°, c), en 3, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Financiën en van Onze Ministers van Onderwijs, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Nationale Dienst voor Congressen, die ressorteert onder de beide Ministers van Onderwijs, is een Staatsdienst met afzonderlijk beheer, zoals bedoeld in titel III van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Art. 2. § 1. De Staatsdienst met afzonderlijk beheer wordt geleid door een Beheerscommissie waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de werking door Ons bepaald worden op voorstel van Onze Ministers van Onderwijs,

§ 2. De Koning bepaalt, op de voordracht van de Ministers van Onderwijs, de Minister van Financiën en de Minister van Begroting de organieke regelen die van toepassing zijn op het financieel en materieel beheer van deze diensten.

Deze regelen omvatten :

- 1° het opmaken en het bekendmaken van een begroting en van rekeningen;
- 2° de controle van de rekeningen door het Rekenhof dat ze ter plaatse kan verrichten;
- 3° het beperken van de uitgaven binnen de grenzen van de ontvangsten en van de goedgekeurde limitatieve kredieten;
- 4° de mogelijkheid om, met ingang van het jaar, de bij het verstrijken van het vorige jaar beschikbare geldmiddelen te gebruiken;
- 5° de behandeling en de bewaring van de gelden en de waarden door een tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige;
- 6° het bijhouden van een vermogenscomptabiliteit en het opmaken van een inventaris van het vermogen;
- 7° de beperking in de tijd van de overdrachten waartoe machtiging werd verleend.

Art. 3. Het saldo van de intencerekening geopend bij de Nationale Dienst voor Congressen wordt overgedragen aan de Staatsdienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 1.

Art. 4. De ontvangsten uit de activiteiten van de Nationale Dienst voor Congressen hebben een eigen bestemming. De aanwending van die ontvangsten geschiedt op de wijze door de Koning bepaald op de voordracht van de beide Ministers van Onderwijs.

Art. 5. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 29 april 1971 houdende oprichting van een buitendienst onder de benaming « Nationale Dienst voor Congressen » wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1987.

Art. 7. Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Finances et Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »
ET MINISTERE DES FINANCES

F. 87 — 727

Arrêté royal n° 545
relatif au Théâtre Royal de la Monnaie

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature, vise à exécuter l'article 1er, 2° de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

En vertu de cette disposition, le Roi peut afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

« de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, ..., plus précisément : a) ... ; b) en fixant le montant ... des subventions ... qui sont, en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat; c) en rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions; d) ... »

Le Théâtre Royal de la Monnaie a déjà fait l'objet de l'arrêté royal n° 267 du 31 décembre 1983. La maîtrise des dépenses de l'Etat qui était visée, allait de pair avec la réalisation d'un cadre financier, aux objectifs à moyen terme, pour l'activité artistique ainsi que pour la gestion.

En 1984, une certaine amélioration de la situation financière fut constatée.

A partir de 1985 toutefois, une aggravation alarmante de la situation financière du Théâtre Royal de la Monnaie se produisait mettant en péril la survie même de l'institution.

Une partie de ces problèmes peut être expliquée par les difficultés provoquées par les travaux de réaménagement au bâtiment.

D'autre part, le planning des activités artistiques exige une dotation de l'Etat, stable, connue à l'avance et suffisamment élevée. En plus, ce subside doit être versé régulièrement à l'institution, ce qui n'a pas toujours été le cas.

Parallèlement, les mesures nécessaires doivent être prises afin d'assainir les problèmes financiers du passé et afin de renforcer les structures administratives du Théâtre Royal de la Monnaie.

Afin de pouvoir réaliser cela, le directeur artistique doit être aidé dans la gestion administrative et financière journalière, afin qu'il puisse se consacrer entièrement à sa mission artistique et au planning à long terme des activités de la Monnaie.

Art. 7. Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Financiën en Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

MINISTERIE VAN ONDERWIJS
EN « MINISTERIE DE L'EDUCATION NATIONALE »
EN MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 87 — 727

Koninklijk besluit nr. 545
betreffende de Koninklijke Muntchouwborg

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt uitvoering te geven aan artikel 1, 2° van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Krachtens deze bepaling kan de Koning, met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, bij in Ministeraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

« de openbare uitgaven te beheersen, ..., meer bepaald : a) ... ; b) door het bedrag ... van de subsidies ... vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn; c) door de openbare instellingen ... te rationaliseren en hun opdrachten opnieuw te definiëren; d) ... »

De Koninklijke Muntchouwborg maakte reeds het voorwerp uit van het koninklijk besluit nr. 267 van 31 december 1983. De erdoor nagestreefde beheersing van de Staatsuitgaven ging gepaard met het totstandbrengen van een financieel kader met doelstellingen op halflange termijn, voor de artistieke werking en het management.

In de loop van 1984, werd een zekere verbetering in de financiële toestand vastgesteld.

Vanaf 1985 nochtans, trad een alarmerende verslechtering op in de financiële toestand van de Koninklijke Muntchouwborg, zodanig zelfs dat het bestaan van de instelling zelf in gevaar kwam.

Een gedeelte van deze problemen kan verklaard worden door de moeilijkheden veroorzaakt door de verbouwingswerken aan het gebouw.

Anderzijds vraagt de planning van de artistieke activiteiten een stabiele, van op voorhand gekende en voldoende hoge toelage van de overheid. Deze toelage dient bovendien regelmatig aan de instelling te worden gestort, hetgeen niet steeds het geval was.

Paralleel hiermee dienen de nodige maatregelen te worden getroffen om de financiële problemen uit het verleden te saneren en om de beheersstructuren van de Koninklijke Muntchouwborg te versterken.

Ten einde dit te kunnen realiseren, dient de artistieke directeur te worden bijgestaan in het dagelijks administratief en financieel beheer, zodanig dat hij zich volledig kan wijden in de meest optimale omstandigheden aan zijn artistieke opdracht en de daaraan verbonden planning op lange termijn van de activiteiten van de Muntchouwborg.